



# Les syndicats s'accrochent à l'idée d'une manifestation anti-WEF

**LIBERTÉS PUBLIQUES • La CGAS tentera aujourd'hui de convaincre l'exécutif cantonal de revenir en arrière. Mais la manifestation reste compromise.**

OLIVIER CHAVAZ

«Nous allons rencontrer le Conseil d'Etat (aujourd'hui, ndr) pour demander la levée de l'interdiction de manifester», indique Hervé Pichelin, président de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS). Réunie hier soir, la fâiteuse des organisations de défense des travailleurs maintient la pression pour sauver le rendez-vous décentralisé des opposants au Forum économique mondial (WEF) de Davos. A vingt-quatre heures du rassemblement maintenu par les organisateurs à la zone piétonne du Mont-Blanc (14h), la situation demeure toutefois confuse. Si la censure décrétée par l'exécutif cantonal est largement décriée, la gauche genevoise est divisée sur l'opportunité de tenter de défilé à tout prix samedi. Et les positions risquent encore d'évoluer d'ici là.

«Alors qu'à Davos, les responsables de la crise que nous subissons aujourd'hui se rencontrent, la CGAS estime fondamental de donner la voix à ceux qui en paient les conséquences, et ce sont en première ligne les salarié-e-s du monde entier», écrivent les syndicats dans leur communiqué. Ils soulignent la «volonté affichée des organisateurs d'assurer le caractère pacifique de la manifestation» et qualifient l'ukase gouvernemental de «remise en cause d'un droit démocratique fondamental, le droit à la liberté d'opinion et d'expression».

## La CGAS prudente

En l'état, la CGAS reste néanmoins prudente. Elle ne s'estime pas en mesure d'appeler ses membres à la mobilisation, car l'interdiction ne permet pas de leur garantir les «conditions de sécurité nécessaires». Au cas où le gouvernement refuserait de lâcher du lest à la dernière minute, ce qui est probable, les syndicalistes se contenteront d'envoyer une «délégation» au point de ralliement.

Par son poids politique, la CGAS se retrouve aujourd'hui dans un rôle qu'elle se serait bien passée d'endosser. En réalité, les syndicats genevois n'ont jamais montré un en-



Manifestation anti-G8 à Genève en 2003. Quelle sera l'ampleur de la mobilisation anti-WEF samedi? La question se pose. Si l'interdiction était maintenue, la CGAS se contentera d'envoyer une «délégation» au point de ralliement. JPD

thousiasme débordant pour cette manifestation. Question de priorité. Et surtout, aucune demande formelle de soutien, ni de participation aux séances préparatoires ne leur ont été adressées avant la polémique suscitée par l'interdiction du Conseil d'Etat, confirment plusieurs interlocuteurs.

Apprenant par hasard, en décembre dernier, que quelque-chose se préparait à Genève, c'est Comedia qui est à l'origine de l'appel syndical unitaire à manifester. «Nous avons toujours pris part aux mobilisations anti-WEF, y compris lorsqu'elles avaient lieu aux Grisons et à Zurich», rappelle Bruno Clément.

## De réels enjeux

Comedia n'a pas envisagé de renoncer à protester samedi «contre le WEF et contre la violation des libertés fondamentales», assure-t-il. Quant à la forme que pourrait

prendre cette mobilisation, elle dépendra de l'attitude du gouvernement cantonal. «Si l'interdiction est maintenue, notre présence dans la rue devra être différente, tout simplement parce qu'on nous empêchera physiquement de former une manifestation», explique Bruno

Clément. Pour lui, les enjeux sont à prendre au sérieux. Ils relèvent d'une répression qui tend à se généraliser. «A Zurich, les mêmes milieux de droite et économiques mènent une bataille pour interdire non seulement des manif mais aussi le 1<sup>er</sup> Mai!»

## Revirement socialiste sur l'interdiction

C'est à l'image de la confusion ambiante. Après avoir dit sa compréhension pour la décision de son ministre de la Police Laurent Moutinot, le parti à la rose a finalement condamné le caractère disproportionné de l'interdiction. «Nous avons changé d'avis sur ce point car la manif nous paraît moins hors-sol qu'il y a deux semaines, des partis et organisations genevoises s'y intéressent désormais», explique le président René Longet. Mais le Parti socialiste s'arrête là: «jamais contacté» pour le faire, il ne songe pas à participer à la manifestation. «Nous n'avons pas besoin d'elle pour exprimer nos critiques sur le WEF et les responsables de la crise financière», justifie M. Longet. oc2

## ASSEMBLÉE TENDUE CHEZ LES ANTI-WEF

Une soixantaine de militants anti-WEF – représentants de partis, de syndicats, d'associations ou «simples» citoyens – se sont réunis en assemblée publique dans les locaux du Parti du travail mercredi. Ils ont réitéré leur appel à manifester contre le Forum de Davos. C'est un vote quasi unanime qui a exprimé leur «refus de l'interdiction de manifester». Une interdiction qui, selon eux, bafoue un droit fondamental. Après un débat sur la présence des médias, autorisés à rester après un vote de l'assemblée, les représentants de la coordination ont rappelé les raisons de la manifestation ainsi que leur souhait d'un «contenu radical pour une manifestation pacifique», selon les mots de Maurizio Coppola, cosécraire d'Attac Suisse. Les organisateurs se sont également inquiétés de l'interpellation urgente du député libéral Pierre Weiss à propos du militant de la Gauche anticapitaliste, Paolo Gilardi. Le député estime que ce dernier «viole son devoir de fidélité» de fonctionnaire en maintenant l'appel à manifester.

L'assemblée a révélé une tension évidente entre différents mouvements associés à l'appel à manifester. En ligne de mire, la prise de position de Solidarités, qui s'était distancée de la coordination anti-WEF, avant de s'y associer pour défendre le droit de manifester. Cette position initiale a été critiquée à plusieurs reprises lors de l'assemblée.

La proposition d'appeler à un simple rassemblement, plutôt que de suivre le parcours prévu pour la manifestation a été évoquée et rejetée. Sur ce point, les personnes présentes ont fait le choix de ne pas reculer et de manifester pacifiquement (...) selon le parcours défini avec la police». Une autre alternative, proposée par un jeune militant, a également été mise de côté. «Il faudrait penser différemment, par exemple en dispersant les actions, sous une forme plus proche du théâtre de rue. Parce que regroupés, on ne pourra rien faire si on est encerclés.»

La coordination anti-WEF a proposé de se dissoudre pour reformer une nouvelle coalition, plus large, qui porterait un nouvel appel à manifester. Jugeant que cette solution rendrait difficile une mobilisation importante, l'assemblée a choisi d'élargir au maximum l'appel et d'intégrer à la coordination de la manifestation un maximum d'associations, de partis et d'individus.

PABLO DE ROULET

# Le début des travaux de la gare de Cornavin reporté de six mois

**RÉNOVATION • Même si un accord est trouvé entre la Ville et les CFF, le chantier ne pourra pas commencer avant 2010.**

Les travaux de transformation de la gare Cornavin ne pourront pas débuter comme prévu en juin 2009, ont annoncé les CFF. Suite au recours déposé par la Ville de Genève, le chantier est retardé d'au moins six mois.

Même si un accord est trouvé avec la Ville, les travaux ne pourront pas commencer avant 2010. Les CFF ont dû planifier des solutions transitoires avec leurs locataires pour ne pas se retrouver avec une gare sans commerces cet été, a expliqué hier Frédéric Revaz, porte-parole des CFF.

Les travaux de rénovation de la gare doivent durer 3 ans et demi. Ils visent une amé-

riation considérable des flux de voyageurs. L'investissement se monte à quelque 90 millions de francs. Les CFF regrettent que la Ville ait déposé un recours contre ce chantier.

Le Département des constructions et de l'aménagement (DCA) avait pris cette mesure, suite au blocage par les CFF du projet immobilier de Montbrillant, derrière la gare. D'un montant de 40 millions, il prévoit la construction de deux immeubles, d'un parc à vélos et d'une résidence hôtelière. L'exrégie a fait opposition pour s'y réserver de la place en vue d'une extension future de la gare.

Dans leur communiqué, les CFF reprochent à la Ville de mettre en relation ces deux dossiers qui n'ont, selon eux, rien en commun. L'affaire est actuellement en traitement à la Commission cantonale de recours en matière de construction.

Les deux protagonistes poursuivent leurs discussions et ont bon espoir de trouver prochainement une solution. Un projet de convention a été envoyé mardi aux CFF, a annoncé le municipal Rémy Paganini en charge du DCA. Si un accord est trouvé, le recours sera immédiatement retiré.

Chiffrée, la convention propose à l'exrégie un droit d'expropriation et de racheter le lot de Montbrillant d'ici 20 à 30 ans, si elle a des velléités d'agrandir la gare. Pour sa part, le municipal verrait plutôt d'un bon œil un doublement souterrain de Cornavin, comme à Zurich.

La proposition prévoit aussi que les CFF versent une quinzaine de millions de dédommagement aux partenaires (Ville et entreprises) qui ont investi dans le projet de Montbrillant, si les travaux sont bloqués. Le chantier aurait dû démarrer en automne dernier déjà.

Le municipal a dit regretter le retard pris par les travaux tant à la gare qu'à Montbrillant, au vu de la situation conjoncturelle actuelle. Il se fait au détriment des passagers, qui sont plus de 114 000 à transiter chaque jour par la gare Cornavin, soulignent les CFF.

C'est le deuxième coup dur de la semaine pour les transports publics genevois. Lundi le canton et les CFF avaient annoncé le blocage des travaux du CEVA, le projet de liaison ferroviaire franco-genevoise, la justice ayant refusé de lever l'effet suspensif des oppositions. ATS

## EN BREF

### LICENCIEMENTS DANS L'INDUSTRIE HORLOGÈRE NEUCHÂTEL

La crise continue de peser sur le secteur de l'horlogerie dans les montagnes neuchâteloises. La marque chaux-de-fonnière Girard-Perregaux licencie vingt-deux collaborateurs, tous secteurs confondus, sur les quelque deux cent soixante qu'elle compte. En cause: le recul des commandes. Eric Thévenaz, secrétaire régional d'Unia Neuchâtel, a confirmé l'information révélée hier par la Radio suisse romande, et indiqué qu'une rencontre entre le syndicat et Girard-Perregaux avait eu lieu en décembre déjà. Le plan social négocié prévoit «une aide pécuniaire et une aide à la recherche d'un emploi». La manufacture de haute horlogerie appartenant au groupe Sowind s'est refusée à tout commentaire. Le ralentissement conjoncturel a déjà touché les firmes horlogères Ebel à La Chaux-de-Fonds, ainsi que Zénith, au Locle, qui ont annoncé mardi une cinquantaine de suppressions de poste. ATS